

LES ORIGINES DE LA LÉGISLATION SOCIALE EN FRANCE

Relevé chronologique de 1841 à 1922.

DATE	NATURE	INITIATIVE	OBJET
21 Mars 1841	Loi	Montalembert	Travail des femmes et des enfants dans les manufactures.
22 avril 1850	Loi	A. de MUN	Logements insalubres.
18 juin 1850	Loi	Benoist d'AZY	Caisses de retraite.
15 juillet 1850	Loi	Benoist d'AZY	Sociétés de secours mutuel.
22 février 1851	Proposition de loi	A. de MUN	Contrats d'apprentissage.
1874	Loi	E. Le KELLER	Travail des femmes et des enfants.
4 juillet 1876	Proposition de loi	Lockroy	Organisation des chambres syndicales.
Mars 1883	Proposition de loi	Mgr. FREPPEL	Retraites ouvrières.
Juin 1883	Proposition de loi	A. de MUN	Syndicats mixtes.
2 février 1886	Proposition de loi	A. de MUN et Mgr FREPPEL	Accidents du travail.
24 février 1886	Proposition de loi	A. de MUN	Interdiction du travail pour les jeunes avant 13 ans.
29 mars 1886	Proposition de loi	A. de MUN et Mgr FREPPEL	Durée du travail limitée à 11 heures par jour.
Octobre 1886-87	Proposition de loi	A. de MUN	Retraites ouvrières.
11 juin 1888	Proposition de loi	A. de MUN	Maladie et vieillesse.
23 novembre 1889	Proposition de loi	A. de MUN	Repos dominical.
7 décembre 1889	Proposition de loi	A. de MUN	Salaire minimum légal.
7 décembre 1889	Proposition de loi	A. de MUN	Journée de travail limitée à 10 heures.
9 mars 1891	Proposition de loi	A. de MUN et Lecour Grandmaison	Conflit du travail et arbitrage.
7 juillet 1891	Proposition de loi	A. de MUN	Accident du travail.
Décembre 1891	Proposition de loi	A. de MUN, F. RAMEL , Lecour Grandmaison	Suppression du travail de nuit pour les femmes et les enfants.
1892	Proposition de loi	A. de MUN	Caisses de retraites, maladie et vieillesse.
29 octobre 1892	Proposition de loi	A. de MUN	Assurances sociales.
27 décembre 1892	Loi	A. de MUN	Limitation de la journée de travail.
1893	Proposition de loi	A. de MUN	Arbitrage temporaire et facultatif dans les conflits du travail.
1893	Proposition de loi	A. de MUN	Limitation de la saisie-arrêt des salaires.
1894	Proposition de loi	Abbé Le MIRE	Accidents du travail.
1894	Proposition de loi	F. RAMEL	Insaisissabilité du bien de famille.
12 janvier 1895	Loi	A. de MUN	Extension de l'arbitrage.
1895	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Insaisissabilité partielle du salaire.
1895	Proposition de loi	Dessausay	Création d'un ministère du Travail.
1895	Proposition de loi	A. de MUN	Extension de la capacité syndicale.
1895	Proposition de loi	A. de MUN	Reconnaissance de la capacité de posséder aux syndicats.
1898	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Conciliation et arbitrage.
1898	Proposition de loi	Dausette	Insaisissabilité du bien de famille.
1900	Proposition de loi	F. RAMEL	Extension de la capacité syndicale.
1900	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Retraites des ouvriers mineurs.
1902	Proposition de loi	Dausette	Assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse.
1905	Proposition de loi	GAILLARD-BANCEL	Retraites ouvrières.
13 juillet 1906	Loi	P. Lerolle	Assurances vieillesse par des caisses professionnelles et régionales.
2 avril 1909	Proposition de loi	A. de MUN	Repos dominical.
1910	Proposition de loi	A. de MUN	Salaire minimum légal.
1911	Proposition de loi	A. de MUN	Retraites ouvrières.
Mars 1912	Proposition de loi	A. de MUN	Réglementation du travail des employés.
1912	Proposition de loi	Abbé LEMIRE	Semaine Anglaise.
10 juillet 1915	Loi	A. de MUN	Institution du vote familial.
19 novembre 1918	Proposition de loi	J. Lerolle	Salaire minimum légal pour les travailleurs à domicile.
25 mars 1919	Loi	J. Lerolle	Obligation de respecter accord conclu entre employeur et salarié pour une profession ou une région.
28 mars 1919	Loi	J. Lerolle	Statut des conventions collectives du travail, dans le cadre de la liberté contractuelle.
12 mars 1920	Loi	J. Lerolle	Interdiction du travail de nuit dans les boulangeries.
5 avril 1920	Loi		Capacité de posséder reconnue aux syndicats.
18 avril 1920	Proposition de loi	M. Patureau Mirand	Accession à la petite propriété.
21 décembre 1920	Proposition de loi	F. RAMEL	Organisation du crédit commercial.
Janvier 1922	Proposition de loi	GAILLARD- BANCEL	Caisses de chômage.
1922	Proposition de loi	Roulleaux-Dugage	Assurances sociales.
1922	Proposition de loi	De Castelnau	Vote familial.
1922	Proposition de loi	De Castelnau et GAILLARD-BANCEL	Logement des familles nombreuses.
			Organisation régionale et professionnelle des caisses d'assurances sociales.

Nous limitons ce relevé aux principales propositions de Loi ou Lois, sans vouloir être exhaustifs et sans mentionner les interventions au Parlement.

NB : Les personnages cités dans ce document étaient des catholiques sociaux ou royalistes.